

GE_GERICHTE ACJC/1384/2021 vom 28. Oktober 2021

GE Cour de justice, 2021-10-28, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_1384_2021

FR: GE_GERICHTE ACJC/1384/2021 du 28 octobre 2021

IT: GE_GERICHTE ACJC/1384/2021 del 28 ottobre 2021

Erwägungen

E. 1.1

Interjeté dans le délai utile de dix jours (art. 271 lit. a et 314 al. 1 CPC), suivant la forme prescrite par la loi (art. 130, 131, 311 al. 1 CPC), à l'encontre de mesures protectrices de l'union conjugale, lesquelles sont considérées comme des mesures provisionnelles au sens de l'art. 308 al. 1 let. b CPC (ATF 137 III 475 consid. 4.1) et statuant sur une affaire pécuniaire, dont la valeur litigieuse est supérieure à 10'000 fr. (art. 92 CPC), l'appel est recevable.

E. 1.2

La Cour revoit la cause avec un plein pouvoir d'examen (art. 310 CPC).

Sa cognition est cependant limitée à la simple vraisemblance des faits et à un examen sommaire du droit, dans la mesure où les mesures provisionnelles sont soumises à la procédure sommaire, avec administration restreinte des moyens de preuve (art. 271 CPC; ATF 138 III 97; arrêt du Tribunal fédéral 5A_466/2019 du 25 septembre 2019 consid. 4.2). Les moyens de preuve sont limités à ceux qui sont immédiatement disponibles (arrêt du Tribunal fédéral 5A_334/2019 du 31 janvier 2019 consid. 4.1; HOHL, Procédure civile, Tome II, 2010, n. 1556 et 1900 et ss., p. 283 et 349), l'exigence de célérité étant privilégiée par rapport à

- 7/16 -

C/7712/2020 celle de sécurité (arrêt du Tribunal fédéral 5A_335/2019 du 4 septembre 2019 consid. 3.4).

E. 1.3

Les maximes d'office et inquisitoire illimitée sont applicables aux questions concernant les enfants mineurs (art. 55 al. 2, 58 al. 2 et 296 CPC), ce qui a pour conséquence que la Cour n'est pas liée par les conclusions des parties (art. 296 al. 3 CPC), ni par l'interdiction de la reformatio in pejus (ATF 129 III 417 consid. 2.1.1; arrêt du Tribunal fédéral 5A_524/2017 du octobre 2017 consid. 3.1). L'obligation du juge d'établir les faits d'office ne dispense cependant pas les parties de collaborer activement à la procédure. Il leur incombe de renseigner le juge sur les faits de la cause et de lui indiquer les moyens de preuve disponibles (ATF 128 III 411 consid. 3.2.1; arrêt du Tribunal fédéral 5A_361/2019 du 21 février 2020).

E. 2

Les parties ont produit des pièces nouvelles en appel.

E. 2.1

Selon la jurisprudence, les conditions de l'art. 317 al. 1 CPC sont cumulatives: les faits et moyens de preuve nouveaux sont admissibles en appel pour autant qu'ils soient invoqués ou produits sans retard (let. a) et qu'ils n'aient pas pu l'être en première instance, bien que la partie qui s'en prévaut ait fait preuve de la diligence requise (let. b). Lorsque le procès est soumis à la maxime inquisitoire illimitée, les parties peuvent présenter des nova en appel, même si les conditions de l'art. 317 al. 1 CPC ne sont pas réunies (ATF 144 III 349 consid. 4.2.1), et ce jusqu'à l'entrée en délibération de l'autorité d'appel, c'est-à-dire dès que l'autorité d'appel a communiqué aux parties que la cause a été gardée à juger (ATF 142 III 413 consid. 2.2.5-2.2.6; cf. arrêt du Tribunal fédéral 5A_290/2020 du 8 décembre 2020 consid. 3.3.5).

E. 2.2

En l'espèce, les pièces nouvelles produites par les parties concernent le sort de leurs enfants mineurs et elles ont été déposées avant que la Cour n'informe les parties que la cause était gardée à juger. Elles sont, par conséquent, recevables.

E. 3

Seul le montant de la contribution due à l'entretien des enfants est remis en cause en appel. Les parties ne contestent notamment pas le dies a quo du versement de ces contributions que le premier juge a fixé au 1er septembre 2020.

3.1.1 Selon l'art. 276 CC, auquel renvoie l'art. 176 al. 1 ch. 1 CC, l'entretien est assuré par les soins, l'éducation et des prestations pécuniaires (al. 1). Les père et mère contribuent ensemble, chacun selon ses facultés, à l'entretien convenable de l'enfant et assument en particulier les frais de sa prise en charge, de son éducation, de sa formation et des mesures prises pour le protéger (al. 2). Selon l'art. 285 al. 1 CC, la contribution d'entretien doit correspondre aux besoins de l'enfant ainsi qu'à la situation et aux ressources des père et mère. L'obligation

- 8/16 -

C/7712/2020 d'entretien trouve sa limite dans la capacité contributive du débirentier, en ce sens que le minimum vital de celui-ci doit être préservé (ATF 141 III 401 consid. 4.1; 140 III 337 consid. 4.3 et les références; arrêt du Tribunal fédéral 5A_311/2019 du 11 novembre 2020 consid. 7.4, destiné à la publication, et traduit à la SJ 2021 I 316). La contribution d'entretien sert aussi à garantir la prise en charge de l'enfant par les parents et les tiers (art. 285 al. 2 CC). La prise en charge de l'enfant implique de garantir, économiquement parlant, que le parent qui assure la prise en charge puisse subvenir à ses propres besoins tout en s'occupant de l'enfant. Aux frais directs générés par l'enfant viennent donc s'ajouter les coûts indirects de sa prise en charge, composés, en principe, des frais de subsistance dudit parent (ATF 144 III 377 consid. 7.1.2.2; arrêts du Tribunal fédéral 5A_450/2020 du 4 janvier 2021 consid. 4.3; 5A_782/2019 du 15 juin 2020 consid. 4.2). Conformément à cette méthode, il faut retenir comme critère la différence entre le salaire net perçu de l'activité lucrative et le montant total des charges du parent gardien, étant précisé qu'il y a lieu de se fonder, en principe, sur le minimum vital du droit de la famille (ATF 144 III 377 consid. 7.1.4; arrêt du Tribunal fédéral 5A_329/2019 du 25 octobre 2021 consid. 3.3.1.1).

L'addition des coûts directs de l'enfant et de la contribution de prise en charge constituera le montant dû au titre de contribution d'entretien pour l'enfant (ATF 144 III 377 consid. 7.1.2 et 7.1.3; arrêt du Tribunal fédéral 5A_648/2020 du 12 juillet 2021 consid. 6.2). 3.1.2 La loi ne prescrit pas de méthode de calcul particulière pour arrêter la quotité des contributions

d'entretien. Dans un arrêt de principe 5A_311/2019 du 11 novembre 2020, le Tribunal fédéral a arrêté, pour toute la Suisse, une méthode uniforme de fixation de l'entretien – soit la méthode du minimum vital avec répartition de l'excédent (dite en deux étapes) – qu'il y a lieu d'appliquer de manière immédiate à toutes les affaires pendantes (ATF 142 V 551 consid. 4.1; arrêt du Tribunal fédéral 5A_931/2017 consid. 3.1.3). Cette méthode implique de calculer dans un premier temps les moyens financiers à disposition, selon les revenus effectifs ou hypothétiques, puis de déterminer les besoins de chacun des membres de la famille. Dans le calcul des besoins, le point de départ est le minimum vital du droit des poursuites, comprenant l'entretien de base selon les normes d'insaisissabilité (NI 2021, RS/GE E 3 60.04), auquel sont ajoutées les dépenses incompressibles, à savoir, pour l'enfant, les primes d'assurance-maladie obligatoire, les frais de formation, les frais médicaux non pris en charge par une assurance, une part des frais de logement du parent gardien et les frais de garde par des tiers (arrêt du Tribunal fédéral 5A_311/2019 précité consid. 7.2). Lorsque les moyens financiers le permettent, soit lorsque les ressources permettent de couvrir le minimum vital du droit des poursuites de tous,

- 9/16 -

C/7712/2020 l'entretien convenable doit être étendu au minimum vital du droit de la famille et il peut être tenu compte des impôts ou des primes d'assurance-maladie complémentaires. L'éventuel excédent est ensuite réparti en fonction de la situation concrète, en tenant compte de toutes les circonstances entourant la prise en charge de l'enfant. En tous les cas, il ne doit pas être tenu compte des frais de voyages ou de loisirs, lesquels doivent, cas échéant, être financés au moyen de la répartition de l'excédent (arrêt du Tribunal fédéral 5A_311/2019 précité consid. 7.1). Seules les charges effectives, à savoir celles qui sont réellement acquittées, peuvent être prises en compte pour le calcul de la contribution d'entretien (ATF 121 III 20 consid. 3a et les références; arrêts du Tribunal fédéral 5A_889/2018 du 15 mai 2019 consid. 3.2.1; 5A_771/2018 du 28 mars 2019 consid. 3.2). Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, il n'est pas arbitraire de tenir compte d'un loyer hypothétique pour une durée transitoire, le temps que la partie concernée trouve un logement. Hormis cette exception – qui ne peut concerner qu'une période transitoire –, seuls les frais de logement effectifs ou raisonnables doivent être pris en compte et, en l'absence de telles charges, il appartient à la personne concernée de faire valoir ses frais de logement effectifs dès la conclusion d'un contrat de bail (arrêts du Tribunal fédéral 5A_405/2019 du 24 février 2020 consid. 5.3; 5A_461/2017 du 25 juillet 2017 consid. 3.3 et les références citées). Les prestations pour l'entretien des enfants intègrent une participation à ses frais de logement, de sorte que le loyer imputé au parent attributaire de leur garde doit être diminué dans cette mesure (arrêts du Tribunal fédéral 5A_583/2018 du 18 janvier 2019 consid. 3.2; 5A_464/2012 du 30 novembre 2012 consid. 4.6.3 et 5P.370/2004 du 5 janvier 2005 consid. 4). Le Tribunal fédéral n'a pas fixé de manière définitive l'étendue de la part au loyer de l'enfant dans le cadre de son récent arrêt de principe sur l'entretien de l'enfant, si bien qu'il convient de continuer à prendre en compte une part de loyer de 20% pour un enfant, de 30% pour deux enfants, puis 40% dès trois enfants (arrêt du Tribunal fédéral 5A_311/2019 du 11 novembre 2020 destiné à la publication; BURGAT, Entretien de l'enfant, des précisions bienvenues: une méthode (presque) complète et obligatoire pour toute la Suisse; analyse de l'arrêt du Tribunal fédéral 5A_311/2019, Newsletter DroitMatrimonial.ch janvier 2021, p. 17, faisant référence à BASTONS BULLETTI, L'entretien après le divorce: méthodes de calcul, montant et durée, SJ 2007 III 84 ss, en particulier p. 102). Les allocations familiales

doivent par ailleurs être retranchées du coût de l'enfant (arrêt du Tribunal fédéral 5A_743/2017 du 22 mai 2019 consid. 5.2.3). La charge fiscale du débirentier ne doit en principe pas être prise en compte dans le calcul de son minimum vital selon le droit des poursuites. Ce principe ne saurait

- 10/16 -

C/7712/2020 toutefois valoir lorsque le débirentier est imposé à la source, dès lors que le montant de cet impôt est déduit de son salaire sans qu'il puisse s'y opposer (ATF 90 III 34; arrêts du Tribunal fédéral 5A_592/2011 du 31 janvier 2012 consid. 4.2; 5A_352/2010 du 29 octobre 2010 consid. 5.3). 3.1.3 Pour fixer la contribution d'entretien, le juge doit en principe tenir compte du revenu effectif des époux. Il peut toutefois imputer un revenu hypothétique à l'une des parties, dans la mesure où celle-ci pourrait le réaliser en faisant preuve de bonne volonté et en accomplissant l'effort qui peut être raisonnablement exigé d'elle (ATF 143 III 233 consid. 3.2; 137 III 103 consid. 4.2.2.2; arrêt du Tribunal fédéral 5A_717/2019 du 20 avril 2020 consid. 3.2.3). S'agissant de l'obligation d'entretien d'un enfant mineur, les exigences à l'égard des père et mère sont plus élevées, en particulier lorsque la situation financière est modeste, en sorte que les parents doivent réellement épuiser leur capacité maximale de travail et ne peuvent pas librement choisir de modifier leurs conditions de vie si cela a une influence sur leur capacité à subvenir aux besoins de l'enfant mineur (ATF 137 III 118 consid. 3.1; arrêts du Tribunal fédéral 5A_254/2019 du 18 juillet 2019 consid. 3.1; 5A_946/2018 du 6 mars 2019 consid. 3.1). Lorsque le juge entend tenir compte d'un revenu hypothétique, il doit examiner successivement deux conditions. Il doit d'abord déterminer si l'on peut raisonnablement exiger d'une personne qu'elle exerce une activité lucrative ou augmente celle-ci, eu égard, notamment, à sa formation, à son âge et à son état de santé. Le juge doit ensuite établir si la personne a la possibilité effective d'exercer l'activité ainsi déterminée et quel revenu elle peut en obtenir, compte tenu des circonstances subjectives susmentionnées, ainsi que du marché du travail (ATF 137 III 102 consid. 4.2.2.2; 128 III 4 consid. 4c/bb). Pour arrêter le montant du salaire, le juge peut éventuellement se baser sur l'enquête suisse sur la structure des salaires, réalisée par l'Office fédéral de la statistique, ou sur d'autres sources (ATF 137 III 118 consid. 3.2; arrêt du Tribunal fédéral 5A_764/2017 du 7 mars 2018 consid. 3.2). Si le juge entend exiger d'une partie la prise ou la reprise d'une activité lucrative, ou encore l'extension de celle-ci, il doit généralement lui accorder un délai approprié pour s'adapter à sa nouvelle situation et retrouver un emploi, délai qui doit être fixé en fonction des circonstances concrètes du cas particulier (ATF 129 III 417 consid. 2.2 et la référence citée; arrêt du Tribunal fédéral 5A_251/2016 du 15 août 2016 consid. 2.1.2).

Selon la jurisprudence, on est en droit d'attendre du parent se consacrant à la prise en charge des enfants qu'ils recommence à travailler, en principe, à 50% dès l'entrée du plus jeune enfant à l'école obligatoire, à 80% à partir du moment où celui-ci débute le degré secondaire, et à 100% dès la fin de sa seizième année (ATF 144 III 481 consid. 4.7.6).

- 11/16 -

C/7712/2020

3.2.1 En l'espèce, point n'est besoin d'examiner si c'est à juste titre que le premier juge a arrêté les revenus de l'appelant à 3'000 fr. par mois sur la base du contrat de travail conclu par celui-ci juste avant le prononcé du jugement. En effet, puisque le premier juge a arrêté le dies a quo du versement de la contribution à l'entretien des enfants au 1er septembre

2020, ce qui n'est pas remis en cause en appel, seule doit être examinée la situation financière de l'appelant depuis cette date, laquelle est désormais documentée. Cela étant, c'est à tort que l'appelant reproche au Tribunal d'avoir estimé ses revenus en y incluant les allocations familiales qu'il reversait à son épouse puisque le premier juge a effectué une estimation de ceux-ci en se fondant sur le salaire horaire du poste qu'il occupait lors du prononcé du jugement. Entre le 1er septembre et le 31 décembre 2020, l'appelant a réalisé un revenu mensuel net moyen de 3'320 fr. [(4'828 fr. 45 + 5'380 fr. 45 + 2'156 fr. 85 + 916 fr.) / 4], impôts à la source déduits dès lors qu'il ne pouvait s'opposer à ce prélèvement.

Du 1er janvier 2021 au 31 mai 2021, il a réalisé un revenu net moyen de 2'886 fr. [(3'152 fr. 65 - 183 fr. + 3'516 fr. 40 - 567 fr. 30 + 3'284 fr. 85 - 370 fr. 55 + 3'434 fr. 20 - 362 fr. 95 + 2'792 fr. 90 - 267 fr. 20) / 5], toujours impôts à la source déduits (de 350 fr. par mois en moyenne), auquel un 13ème salaire proportionnel de 240 fr. (2'886 fr. / 12) doit être ajouté, soit un revenu mensuel net moyen total de 3'126 fr. (2'886 fr. + 240 fr.). Il n'y a pas lieu de tenir compte d'un salaire supérieur pour l'avenir. Certes, le taux d'occupation de l'appelant n'est que de 87,5%. L'appelant n'a toutefois jamais réussi à obtenir un contrat stable et il est peu vraisemblable qu'il puisse trouver un emploi mieux rémunéré à plein temps auprès d'un autre employeur. Il n'appartient pas au juge de vérifier si le salaire horaire de l'appelant est conforme aux minimas fixés par la loi, seul étant pertinent le revenu qu'il perçoit réellement. En revanche, il y a lieu de retenir que sa condamnation à verser une contribution à l'entretien de ses enfants aura pour conséquence de réduire sa charges d'impôts, laquelle sera en outre calculée sans tenir compte des allocations familiales, d'à tout le moins 100 fr. par mois. Par conséquent, il sera retenu qu'en 2021 le revenu mensuel net moyen de l'appelant est de 3'226 fr.

3.2.2 Compte tenu des faibles ressources des parties, le Tribunal a arrêté leurs besoins à juste titre en application du minimum vital du droit des poursuites. Il n'est ainsi pas tenu compte des assurances-maladies complémentaires. Comme l'a relevé à juste titre l'intimée, l'appelant n'a pas rendu vraisemblable acquitter un loyer à son ami pour l'occupation d'une chambre de son appartement. Dès lors que seules les charges effectives doivent être prises en considération, il ne peut être tenu compte d'un tel loyer, pour lequel l'appelant a allégué des montants variables. Par conséquent les charges de l'appelant jusqu'au 31 décembre

- 12/16 -

C/7712/2020 2020 étaient de 1'440 fr. 55 comprenant la prime d'assurance-maladie (170 fr. 55), les frais de transport (70 fr.) et l'entretien de base selon les normes OP (1'200 fr.). Depuis le 1er janvier 2021 sa prime d'assurance-maladie, subsides déduits, est de 179 fr. 45 et il s'acquitte d'un loyer de 740 fr. par mois depuis le 1er mars 2021. Ses charges étaient ainsi de 1'449 fr. 45 (1'440 fr. 55 - 170 fr. 55 + 179 fr. 45) pour les mois de janvier et février 2021 et de 2'189 fr. 45 (1'449 fr. 45 + 740 fr.) dès le 1er mars 2021. Compte tenu de ce qui précède, l'appelant disposait d'un solde mensuel net de 1'879 fr. 45 (3'320 fr. - 1'440 fr. 55) du 1er septembre au 31 décembre 2020, de 1'776 fr. 55 (3'226 fr. - 1'449 fr. 45) pour les mois de janvier et février 2021 et de 1'036 fr. 55 (3'226 fr. - 2'189 fr. 45) dès le 1er mars 2021.

3.2.3 Le Tribunal a, à juste titre, retenu qu'il pouvait être exigé de l'intimée qu'elle reprenne une activité à 50% dès le 1er septembre 2020, les deux enfants étant entrés à l'école obligatoire et l'intimée cherchant d'ores et déjà activement à reprendre un emploi. Il ne lui a toutefois pas imputé de revenu hypothétique, se limitant à retenir que son déficit serait

divisé par deux. Il convient de déterminer le salaire hypothétique que l'intimée serait en mesure de réaliser en travaillant à 50%. Celle-ci a déclaré chercher du travail dans le domaine du nettoyage et ne fait pas valoir de motifs qui l'empêcheraient de trouver un emploi. Selon le calculateur statistique de salaires 2018 Salarium (<https://www.gate.bfs.admin.ch/salarium/public/index.html#/start>), le salaire brut mensuel médian pour une activité à 50% (20h/semaine) de type "Personnel des services directs aux particuliers", sans fonction de cadre, dans la branche "Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager", s'élevait, pour une femme de 42 ans, titulaire d'un permis B, à 2'096 fr. Compte tenu de déductions sociales de l'ordre de 10 à 15%, le revenu mensuel net de l'intimée peut être estimé à 1'800 fr.

3.2.4 L'intimée ne conteste pas ses charges, que le Tribunal a arrêtées à 2'718 fr. Dans la mesure où quatre enfants vivent dans ce logement, leur part de loyer correspond au 40% de celui-ci, le solde étant à la charge de l'intimée, ce qu'a pris en compte à juste titre le premier juge. En revanche, ce dernier a omis de tenir compte des subsides perçus par l'intimée dès le mois d'avril 2020 de sorte que seule une charge de 302 fr. doit être retenue au titre de la prime d'assurance-maladie. Du 1er septembre au 31 décembre 2020, les charges de l'intimée étaient ainsi de 2'508 fr. comprenant le 60% du loyer (786 fr., soit 60% de 1'310 fr.), la prime d'assurance-maladie de base, subsides déduits (302 fr.), les frais de transport (70 fr.) et l'entretien de base selon les normes OP (1'350 fr.).

Depuis le 1er janvier 2021, les charges incompressibles de l'intimée se montent à 2'590 fr. 40, comprenant le 60% du loyer (864 fr. 40, soit 60% de 1'440 fr. 70), la

- 13/16 -

C/7712/2020 prime d'assurance-maladie (306 fr.), les frais de transport (70 fr.) et l'entretien de base selon les normes OP (1'350 fr.).

Dès lors, jusqu'au 31 décembre 2020, le déficit de l'intimée était de 708 fr. (1'800 fr. – 2'508 fr.) et de 790 fr. 40 (1'800 fr. – 2'590 fr. 40) dès le 1er janvier 2021.

3.2.5 Compte tenu des frais de restaurant scolaire prouvés par l'intimée en appel, les frais de D_____ du 1er septembre au 31 décembre 2020 étaient de 188 fr. 50 comprenant une part de 10% du loyer de sa mère (131 fr., soit 10% de 1'310 fr.), les frais de cantine (55 fr., soit 384 fr. / 7 mois), les frais de transport limités à une carte junior (2 fr. 50, soit 30 fr. / 12 mois) et l'entretien de base selon les normes OP (400 fr.), sous déduction de 400 fr. d'allocations familiales. Depuis le mois de janvier 2021, ses charges sont de 239 fr. 60 (188 fr. 50 – 131 fr. + 144 fr. + 38 fr. 10) compte tenu de la part de prime d'assurance-maladie non couverte par les subsides (38 fr. 10) et de l'augmentation du loyer (144 fr., soit 10% de 1'440 fr.). Les frais effectifs de E_____ étaient, du 1er septembre au 31 décembre 2020, de 186 fr. comprenant une part de 10% du loyer de sa mère (131 fr., soit 10% de 1'310 fr.), les frais de cantine (55 fr., soit 388 fr. / 7 mois) et l'entretien de base selon les normes OP (400 fr.), sous déduction de 400 fr. d'allocations familiales. Ils sont de 199 fr. (186 fr. – 131 fr. + 144 fr.) depuis le 1er janvier 2021 compte tenu de l'augmentation du loyer. Les frais de club de football et de danse allégués par l'intimée ne seront pas pris en compte s'agissant de frais de loisirs. A ces montants doit être ajoutée la contribution de prise en charge correspondant à la moitié du déficit de leur mère, soit 354 fr. (708 fr. / 2) jusqu'au 31 décembre 2020 et 395 fr. 20 (790 fr. 40 / 2) dès le 1er janvier 2021. Ainsi l'entretien convenable de D_____ était de 542 fr. 50 (188 fr. 50 + 354 fr.), arrondi à 550 fr., du 1er septembre au 31 décembre 2020 et de 634 fr. 80 (239 fr. 60 + 395 fr. 20), arrondi à 650 fr., dès le 1er janvier 2021 et

celui de E_____ était, pour les mêmes périodes, de 540 fr. (186 fr. + 354 fr.), et de 594 fr. 20 (199 fr. + 395 fr. 20), arrondi à 600 fr. Il importe peu que les parties se soient accordées sur un chiffre plus élevé devant le Tribunal dès lors que ce dernier n'est pas lié par les conclusions des parties (cf. supra consid. 1.3).

E. 3.3

Du 1er septembre 2020 au 28 février 2021, l'appelant disposait d'un solde mensuel suffisant (1'879 fr. 45 jusqu'au 31 décembre 2020 et 1'776 fr. 55 en janvier et février 2021) lui permettant de couvrir la totalité de l'entretien des enfants soit 550 fr. pour D_____ et 540 fr. pour E_____ sans qu'il soit porté atteinte à son minimum vital. Il n'y a pas lieu de renoncer à une reformatio in pejus pour cette période dès lors que le montant établi par la Cour repose sur le

- 14/16 -

C/7712/2020 revenu effectivement réalisé par l'appelant plutôt que sur l'estimation effectuée par le Tribunal qui ne permettait pas de couvrir la totalité des besoins des enfants.

Depuis le 1er mars 2021, le solde mensuel de l'appelant n'est toutefois plus que de 1'036 fr. 45. Le jugement le condamnant à verser une somme de 500 fr. à titre de contribution à chacun des enfants sera ainsi confirmé.

E. 3.4

Les chiffres 5 à 7 du dispositif du jugement attaqué seront réformés en conséquence.

E. 4

Les frais judiciaires d'appel, comprenant les frais de la décision sur restitution de l'effet suspensif, seront arrêtés à 1'000 fr. (art. 31 et 37 RTFMC) et mis à la charge des parties à raison de la moitié chacune, compte tenu de l'issue du litige et de son caractère familial (art. 106 al. 2 et 107 al. 1 let. c CPC). Les parties plaidant au bénéfice de l'assistance judiciaire, les frais judiciaires seront provisoirement laissés à la charge de l'Etat de Genève, lequel pourra en réclamer le remboursement ultérieurement aux conditions de l'art. 123 CPC.

Vu la nature familiale du litige, chaque partie supportera ses propres dépens d'appel (art. 107 al. 1 let. c CPC). * * * * *

- 15/16 -

C/7712/2020 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable l'appel interjeté le 24 septembre 2020 par A_____ contre le jugement JTPI/10862/2020 rendu le 4 septembre 2020 par le Tribunal de première instance dans la cause C/7712/2020. Au fond : Annule les chiffres 5 à 7 du dispositif dudit jugement. Condamne A_____ à payer en mains de B_____, à titre de contribution à l'entretien de l'enfant D_____, par mois et d'avance, allocations familiales non comprises, 550 fr. du 1er septembre 2020 au 28 février 2021, puis 500 fr. dès le 1er mars 2021. Dit que le montant permettant d'assurer l'entretien convenable de l'enfant D_____ s'élève, allocations familiales déduites, à 650 fr. par mois à partir du 1er mars 2021. Condamne A_____ à payer en mains de B_____, à titre de contribution à l'entretien de l'enfant E_____, par mois et d'avance, allocations familiales non comprises, 540 fr. du 1er septembre 2020 au 28 février 2021, puis 500 fr. dès le 1er mars 2021. Dit que le montant permettant d'assurer l'entretien convenable de l'enfant E_____ s'élève, allocations familiales déduites, à 600 fr. par mois à partir du 1er mars 2021. Confirme le jugement entrepris pour le surplus. Déboute les parties de toutes autres

conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires d'appel à 1'000 fr. et les met à la charge des parties à raison de la moitié chacune. Dit que la part des frais à la charge de chacune des parties est laissée provisoirement à la charge de l'Etat de Genève, sous réserve d'une décision de l'assistance judiciaire. Dit qu'il ne sera pas alloué de dépens. Siégeant : Madame Sylvie DROIN, présidente; Madame Paola CAMPOMAGNANI, Madame Nathalie RAPP, juges; Madame Jessica ATHMOUNI, greffière.

- 16/16 -

C/7712/2020 Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.